

don 62138

# CE PREMIER NUMÉRO du



## BULLETIN D'INFORMATION BOLIVIE

SERA SUIVI EN 1973 -74 DE 9 AUTRES NUMEROS.

Ils constitueront, pendant une année, une information suivie, concernant la situation en Bolivie, principalement d'un point de vue politique.

### TOUS LES MOIS



- les dernières nouvelles, sélectionnées, de la presse bolivienne;
- l'évolution du proces de libération (informations politiques clandestines);
- référence aux actions en Europe et informations francophones;
- notices sur la vie en Bolivie.

TOUT CECI SUR ENVIRON 5 à 10 FEUILLES STENCILEES (normalement donc un peu moins que ce premier numéro).

POUR LE PRIX DE 50 fr. les 10 numéros (Belgique)  
 10 FF " (France)  
 7,50 FS " (Suisse)  
 ou l'équivalent de 90 FB (autres pays)

L'inscription pour un an se fait au moyen du talon ci-dessous.

### fiche d'inscription

NOM \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ n° postal \_\_\_\_\_  
 + commune (pays) \_\_\_\_\_

souscrit à l'abonnement 1973-74 du Bulletin d'Information Bolivie et

- verse le montant indiqué au compte 310-0181724-32 de M. Brasseur, Waterloo, à la Banque de Bruxelles (CCP. de la Banque 1090.00) à Bruxelles;
- joint un billet de 50 FB à la présente inscription (ou 10 FF; pas des pièces d'argent).

Signature \_\_\_\_\_

A renvoyer à M. Carl BRASSEUR, rue de l'Eglise 47 1410 WATERLOO (Belgique).

Annexe au n° 1 du Bulletin d'Information Bolivie, avril 1973.

40 P 9377

# La Bolivie à l'heure Batzer

## Enprisonnements arbitraires; tortures; exécutions sont la loi du régime

Parce que le « Che » y a trouvé la mort, parce que Régis Dupuy y fut, et longtemps, trop longtemps, emprisonné, la Bolivie fut pendant de longs mois au centre de l'actualité. Mais depuis, un rideau de silence a recouvert ce pays qui passe pour les plus pauvres d'Amérique latine, et donc de tout le tiers monde.

De temps en temps, une information attire l'attention. La mort d'un bolivien brutalement dévalisé des deux tiers, par exemple, sans que l'on s'occupe au juste la somme de misère que représente pour les travailleurs de Cochabamba, et plus encore, les chômeurs de La Paz, cette terrible amputation de leur main pour la nation. On parle de grèves, de pactes de répression. On plébiscite, par la force des choses, un évènement brièvement. En somme, le régime du général Hugo Banzer a réussi ce tour de force de se faire oublier, de faire oublier l'existence de ses rêves de général à ce point que l'établissement de toute la Bolivie l'an des régressions les plus effroyables du temps. Aidé pourtant par Washington et par Moscou !

Sans remonter trop loin, rappelez-vous les faits. Après les essais de réforme de Paz Escanero, des régimes militaires ne succédèrent, faisant peser une poignée de fer sur ce

peuple de quatre millions d'habitants, dispersés dans un pays vaste comme deux fois la France. C'est le temps de Barrientos, un homme à la solide, ne disons pas de Washington, mais des intérêts américains sur place.

Avant de disparaître dans un accident d'avion, Barrientos vint à bout de la guerrilla gréviste.

Les deux militaires qui lui succédèrent, l'espagnol, Orlando Abarca, Torres, l'indien, sur tout Torres, ensuite. Le premier ne changera rien ou peu au mode de gouvernement de son prédécesseur, mais tentera, comme d'autres avant lui, d'arracher l'économie de son pays au désastre nord-américain.

Il confisque les biens de la Gulf Oil Company. Torres, lui va plus loin. En parole, du moins. Il annonce un vaste programme d'industrialisation. La Bolivie est riche. L'étain, on le sait. Le pétrole, on en parle. Mais aussi le fer, l'antimoine, le zinc, et même, des terres riches qui ne demandent qu'à être cultivées. Torres sait que les syndicats trotskystes des mineurs, parle de « pouvoir ouvrier » c'est une « assemblée populaire » qui n'est pas que du folklore. En Bolivie, c'était trop beau pour durer. Cela durera un peu plus de

dix mois. Un colonel au nom allemand, appuyé par la droite de l'armée, rejette Torres aux oubliettes. Très vite, Barrientos, curieux mot la-bas, il n'en a que faire. Dans ses bagages, il ramène avec lui Paz Escanero et l'alle droite de son M.N.R., mais si faible, Victor Paz faisait preuve de fascisme au peu et de socialisme beaucoup (on l'a dit à l'époque), aujourd'hui, il fait montre de fascisme plus au tout.

Et puis, le M.N.R. se partage le pouvoir et les places avec la « Phalange socialiste », qui suit de près un discours qu'elle est une copie exacte de la phalange française. On voit dans quelle pièce les malheureux Boliviens sont entraînés.

La répression s'abat sur tout ce qui pense, sur tout ce qui bouge, sur tout ce qui sent l'opposition. Les généraux d'armes — dont l'armée — sont expédiés dans des ambassades. Les chefs syndicalistes, comme toujours en Bolivie, sont les premiers frappés. Puis, les universitaires (l'université de La Paz restera fermée pendant plus d'une année) et celle te part active au clergé qui n'en dit « activiste », de gauche si vous préférez, ou mieux, engagé près du folklore. Ce clergé-là, peu nombreux (300 prêtres en tout, un quart qui

soit agnostes) est lui-même traité. Une cinquantaine passent le chemin de Fer. Mir Monique, ambassadeur de La Paz, qui s'était dit partisan d'un socialisme humaniste, est réduit au silence. Le pays, on peut le comprendre, n'est plus que de Santa-Cruz, pourrissant depuis son créateur est dirigé par le régime. Celui de la droite, Mir Lopez, de la gauche, un des plus progressistes, révoqué par deux fois la visite de ces messieurs de la presse.

Mais là n'est pas le plus dramatique, on le comprendra. La tragédie bolivienne s'écrit aujourd'hui à même le clair d'opposants au régime, coupés par centaines sans jugement, torturés dans les caves du ministère de l'Intérieur, dans des maisons privées où l'on peut pratiquer des méthodes des géopistes sans que ce soit (y compris la Croix-Rouge) puisse vérifier que ce soit.

Un Européen, ayant vécu longtemps la réalité bolivienne, nous a confirmé ces faits. La Bolivie a été emprisonnée. Il nous a affirmé connaître personnellement au moins un cas de torture. Il nous a aussi raconté, qui ment, traduit de l'espagnol, qui a couru sous le manteau en Bolivie, polygraphe à des milliers d'exemplaires. Il est le fruit d'un groupe « de réflexion

chrétiens », évidemment opposé au régime Banzer et l'ensemble solidaire de nos représentants de la grande église (elle ne peut être que chrétienne). Il est évident que les faits reproduits sur ce document que nous livrons à votre attention, ne peuvent être vérifiés. Nous les laissons toutefois pour plausibles et même pour certains.

Cette liste de malheurs commis par un régime, qui ne doit pas être exhumée, sous la frappe, telle quelle nous a été remise. Pour parler au sujet déjà des problèmes de la presse, y compris en Bolivie, nous avons estimé qu'il valait le peine d'être accablés dans nos colonnes. Nous la publions dans son intégralité, y compris les noms des auteurs qui y sont remarquablement dévoués.

Pourquoi rétablir-nous un effet plus indifférent à ce qui se passe dans la Bolivie de 1973 que dans la Grèce ou la Tchétchévoque contemporaine ?

A propos de la Bolivie, des listes circulent dans le pays avec cette mention : « Les renseignements appuient l'appel au gouvernement de la Bolivie, pour qu'on arrête la répression et que soient rétablis les libertés et les droits individuels dans le pays. » Nous tenons également à le signaler à l'attention de nos lecteurs.

(Le Peuple 27.2.73)

# VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN BOLIVIE

Nous voulons vous présenter, dans les prochains jours, mais dans une façon toute à fait véridique et impartiale, une série de faits et de renseignements dans lesquels il est prouvé que le gouvernement de Bolivia d'une façon permanente et systématique, viole les droits de la personne humaine.

Nous ne sommes venus d'aucun fait politique pour vous présenter cette dénonciation formelle. Nous sommes poussés uniquement par notre désir d'être fidèles aux principes chrétiens que nous professons et la volonté droite et décidée de collaborer au véritable développement social et économique de la Bolivie.

## Prisonniers politiques

Il est très difficile d'en connaître le nombre exact. Le gouvernement n'en a jamais publié une liste officielle. En général, la presse ne parle des prisonniers que pour annoncer leur libération. On continue à emprisonner les gens. On estime qu'il y a actuellement environ mille prisonniers politiques dont quarante-deux femmes. Jusqu'à présent, aucun des prisonniers n'a été présenté devant une juridiction ordinaire. Pour la presque totalité, il n'y a aucune preuve de leur culpabilité. Le gouvernement le reconnaît lui-même quand il les relâche après de longs mois d'emprisonnement. De simples dénonciations verbales sont suffisantes pour faire mettre en prison n'importe qui. Ce gouvernement a la caractéristique originale de ne pas limiter la répression à la sphère de ses ennemis politiques, mais elle s'étend dans toutes les directions, et pour cette raison, personne ne peut se sentir en sécurité.

Paz Estensero lui-même, membre éminent du Front populaire nationaliste l'a déclaré ouvertement dans une lettre qu'il a écrite au président Banzer :

— Dans le cours de cette année et depuis que le Front populaire nationaliste est au pouvoir, le peuple a souffert à cause de la démission de plusieurs de ses dirigeants et militants. Les uns ont été mis en liberté après de laborieuses démarches, mais d'autres sont toujours en prison sans qu'on ait pu prouver leur culpabilité.

(Presencia, 5 août 1972).

## 2. Lieux d'emprisonnement

Les prisons du pays sont insuffisantes pour contenir autant de prisonniers. Aussi, on a dû convertir en prisons les endroits les plus insolites.

He de Ceati. — Cette prison est de triste mémoire dans l'histoire des prisons du pays. Les précédents gouvernements l'avaient abandonnée à cause de ses conditions insalubres. On dit qu'ac-

tuellement 85 détenus politiques y vivent. Il est impossible de les aider ou de leur faire parvenir aucun secours spirituel.

Après que 58 détenus se sont enfuis de cette prison, le 2 novembre, on a pu constater que beaucoup d'entre eux souffraient de graves maladies, dues surtout au régime de vie inhumain auquel ils ont été soumis. Max Quintallina (rhumatisme et hypertension), Florentino Aguilar (hépatite), Dionisio Huaynapanca (artérite), Patricio Gavilino (gastro-entérite), Hector Garces (épilepsie), Hector Garcia (traumatisme cérébral), Miguel Campos (infection des reins), Max Menacho (hernie inguinale), Alfredo Alcón (tuberculose), Roberto Siles (parasitose).

Achocalla. — Cette prison se trouve près de La Paz. 26 femmes y sont détenues.

Pour la plupart d'entre elles, on n'a pu trouver aucune preuve de leur activité politique. Quelques-unes ont été torturées et menacées de mort pour les amener à signer des documents. Parmi les détenues, il y a plusieurs cas pathétiques comme ceux de Mme Delfina Burgoa, celui de Mme Judith Duran et celui de Mme Mercedes Urriolagotia que nous raconterons plus loin en détail. Plusieurs jeunes filles ont dû rester nues pendant d'interminables séances d'interrogatoires. D'autres ont été violées.

Caserne de Viacha. — Dans les premiers mois de l'actuel gouvernement, c'était le lieu de détention le plus rigide et le plus sévère. On pense qu'elle est occupée pour le moment par quelques éléments de l'Armée de Libération.

Chanchacero, sanatorium national (section Miraflores), dépendances de la direction nationale d'investigation, sous-sol du ministère de l'Intérieur. — Ce sont d'autres endroits où un nombre inconnu de personnes sont détenues.

Maisons de sécurité. — Sans aucun doute, les endroits où l'on pratique le plus la torture sont appelées « maisons de sécurité ». Généralement, ce sont des maisons confisquées aux guérilleros. Cependant, certaines de ces maisons sont des domiciles privés qui ont été loués par le ministère de l'Intérieur à cette fin.

Voici l'adresse de quelques-unes de ces maisons : maison de la rue Abdon Saavedra, presque au coin de Asplaza. Maison du coin de la rue Busch et Carrasco. Maison de la rue Panama, presque au coin Pasoskanqui. (Toutes se trouvent à La Paz). Selon les déclarations dignes de foi de quelques voisins (dont nous taillons les noms par mesure de sécurité) dans la maison de la rue 14 Septembre, Obrajes et au coin de la sixième rue, on entend des cris et des pleurs jusque tard

dans la nuit. Deux fois par jour, une camionnette blanche et bleue du ministère de l'Intérieur y arrive et y décharge des sacs de courrier.

Aux dires des voisins, cette maison a une double fonction : être un endroit de tortures pour les prisonniers politiques et le contrôle minutieux de toute la correspondance. Les voisins affirment que tous les jours, la même camionnette emporte des sacs de papiers déchirés en menus morceaux. On a pu constater que la plus grande partie de ces papiers est constituée de livres, revues et correspondance ordinaire.

## 3. Exécutions et morts dans les prisons

Nous donnerons une liste schématisée (et certainement incomplète) des personnes qui, directement ou indirectement ont été assassinées par le gouvernement pour raisons « politiques ».

A Santa Cruz, neuf jeunes universitaires ont été fusillés sur ordre de Selich et de Mario Gutiérrez en signe de représailles pour la bombe qui a explosé durant une manifestation sur la place de la ville. Il était évidemment certain qu'aucun des prisonniers n'était l'auteur de cet attentat puisqu'ils étaient détenus au moment de l'attentat.

Le 1er avril 1972, le jeune Johnny Mondaca a été fusillé en pleine rue.

Le journaliste, Oscar Fernando Nuñez, de Cochabamba a été tué par la police. Son corps a été transporté secrètement la nuit à l'hôpital Viedma par deux policiers qui ont déclaré que c'était probablement un ivrogne qu'ils avaient trouvé mort dans la rue. Les médecins ont trouvé deux balles dans son corps.

Le jeune Pedro Morant Saravia a été arrêté par l'armée près de la frontière du Chili, au moment où il voulait quitter le pays. Selon les déclarations publiques du préfet de Oruro, il est transféré à La Paz et remis aux autorités du ministère de l'Intérieur. Le jour suivant, le ministère de l'Intérieur déclare à la presse que deux guérilleros ont été tués près du village de Huachacalla, à la frontière du Chili : Lisimaco Gutiérrez et Pedro Morant. Le préfet de Oruro a réaffirmé à la presse qu'il avait remis le jeune Pedro Morant vivant aux autorités. L'horrible vérité est que, dans les dépendances du ministère de l'Intérieur, les sbires du gouvernement ont eu la main trop lourde...

Il y a à peine un mois, le jeune universitaire Ivo Stambuk, de Oruro, est mort à cause des tortures subies à la caserne de Viacha, celles-ci ayant provoqué la gangrène de la jambe.

(à suivre  
p. 3)

(suite)

Le 20 octobre 1972, Orlando Alvarado est mort dans sa prison de Viacha. Le 20 octobre 1972, Orlando Alvarado mourut avant d'être torturé. Ses tortures furent : application de câbles électriques sur les parties les plus sensibles du corps; brûlures de cigarettes simulacres d'exécution (il y a des prisonniers qui ont dû supporter six fois ce simulacre en une seule nuit), coups avec des courroies, introduction d'épingles et de petites lamelles de bois sous les ongles, le supplice du « potro ».

A Cochabamba, le 23 mars de cette année, Mlle Elena Amalia Espinoza a été violée et fusillée. Dans le village de Caracollo, près de Oruro, le mineur Cancio Flores a été passé par les armes. Jorge Maiguero, Raimier Ipeen et Enrique Ortega ont été tués, victimes de la loi de sûreté. Selon une information personnelle de Mme Yolanda de Benzer, le jeune universitaire Carlos Bairo a été torturé et tué par les agents du gouvernement en octobre de cette année. On a pu constater que le gouvernement avait commis une tragique erreur, puisqu'il ne connaissait même pas l'identité exacte de cet universitaire.

De nombreuses personnes ont disparu et ont probablement été tuées : José Ovando Ukaski; l'étudiant Rodolfo Quintero, Antonio Sempertiga, Jesus Beavendra, Reynaldo Mangels, Efraim Galarraga.

Volontairement, nous ne voulons pas mentionner les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, sont montés dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

#### 4. Tortures

Les tortures les plus communes et qui sont appliquées à la plupart des détenus politiques sont les suivantes : cellule inondée où ils doivent passer toute la nuit; application de câbles électriques (200 v.) sur les parties les plus sensibles du corps; brûlures de cigarettes simulacres d'exécution (il y a des prisonniers qui ont dû supporter six fois ce simulacre en une seule nuit), coups avec des courroies, introduction d'épingles et de petites lamelles de bois sous les ongles, le supplice du « potro ».

Cette torture qui était pratiquée couramment dans l'Antiquité,

vient d'être remise en honneur par quelques éléments sadiques du ministère de l'Intérieur. Ce supplice est simple et efficace parce qu'il réunit les deux principales caractéristiques que désirent les tortionnaires : être terriblement douloureux et ne pas laisser de traces sur le corps du torturé. Une corde solide est suspendue au plafond, au milieu de la pièce. Le prisonnier doit se mettre debout sur une chaise. On lui attache les bras dans le dos avec la corde qui pend du plafond. D'un coup de pied, on enfonce la chaise et le pauvre prisonnier reste pendu par les bras. La douleur est extrêmement forte, spécialement aux jointures des bras et des épaules. Selon le témoignage d'un supplicié, cette torture est pratiquement insupportable. Il n'a pas trouvé d'autre solution que d'insulter ses tortionnaires d'une telle façon qu'ils ont perdu le contrôle d'eux-mêmes et l'ont frappé sauvagement jusqu'à ce qu'il sombre dans l'inconscience.

Un des détenus qui a été enfermé cinq jours dans les sous-sols du ministère de l'Intérieur a raconté que pendant les cinq nuits qu'il a été emprisonné, douze jeunes gens ont été continuellement torturés. Les tortures duraient de 9 heures du soir à 7 heures du matin. Vingt agents se relayaient pour accomplir cette triste besogne.

Le gouvernement a offert la liberté à un dirigeant paysan qui était emprisonné à la prison de Viacha, parce qu'ils avaient peur qu'il meure en prison à cause des tortures subies. Comme condition de sa remise en liberté, ils lui ont fait signer un document dans lequel il déclarait qu'il n'avait subi aucun dommage pouvant entraîner l'état de maladie grave dans lequel il se trouvait. Le dirigeant a signé parce que c'était le seul moyen d'avoir la vie sauve. Actuellement, il garde encore les cicatrices de ses blessures.

Une autre personne emprisonnée à la « direction de l'Investigation nationale » racontait aussi que durant la nuit, elle entendait les cris de ceux qui étaient torturés.

A Cochabamba, un détenu libéré après une semaine d'emprisonnement racontait avoir vu le dos de beaucoup de détenus torturés et les ongles arrachés. Dans cette ville, il y a cinq « maisons de sécurité » où on pratique la torture. L'une d'elle est celle des frères Alarcón, tristement célèbres parce que sous, une apparence ultra-catholique, ils dissimulent leurs tendances sadiques.

Instituteurs, avocats, médecins, journalistes sont emprisonnés sans qu'on ait fait un procès légal. La Confédération nationale des professionnels a essayé de défendre légalement ses affiliés, mais a échoué dans toutes ses tentatives. Le gouvernement a promulgué une loi qui méconnaît les droits de la personne humaine alors que cette loi viole directement la constitution politique de l'Etat.

#### 5. Quelques cas pathétiques

Mme Delfina Burgoa, veuve de Veintemillas, est en prison depuis six mois à Achocalla. Elle a actuellement 69 ans. Elle est seule. Elle vivait d'une modeste pension d'institutrice en retraite. Elle n'a jamais appartenu à aucun groupement politique. Elle a un fils qui s'est exilé, il y a plusieurs années. Elle a fait partie de la commission des Droits de l'Homme durant de nombreuses années. Elle était chargée de visiter les prisonniers. Elle l'avait toujours fait avec abnégation et altruisme, sans distinction de couleur politique. Elle avait surtout travaillé parmi les prisonniers de droit commun s'occupant des cas de détention sans jugement. Elle obtenait la collaboration d'avocats pour ceux qui ne disposaient pas de moyens économiques. Malgré son âge et sa condition, elle a aussi été torturée en lui introduisant des épingles sous les ongles et en recevant plusieurs fois des coups.

Un autre cas dramatique est celui de la jeune Judith Duran, originaire de Sucre qui a d'abord été emprisonnée dans les cellules du D.I.N., après, à Achocalla et dernièrement à la prison de Viacha. Judith a 17 ans. A cause de la brutalité et de la bestialité de ses tortionnaires, elle a mis au monde une petite fille prématurée, le 21 mars 1972, dans une cellule obscure de Viacha. Seuls ses compagnons prisonniers ont pu l'aider. Dans la cellule même, (la numéro quatre), la petite fille a été baptisée par un des prisonniers et a reçu le nom de Libertad Bolivia Judith. On n'a pas permis le transfert de la mère dans une clinique ou un hôpital, ni l'assistance d'un médecin ou d'une infirmière. La mère et l'enfant sont toujours actuellement détenues.

Mais le cas le plus émouvant est peut-être celui de Mlle Mercedes Urriolagaita, de Sucre et membre d'une des familles les plus connues de cette ville. Mercedes, après un accident à la colonne vertébrale, est restée paralysée des membres inférieurs. Malgré qu'elle ne peut se déplacer que dans une chaise roulante, elle a fait des études universitaires et est graduée en Sciences économiques de l'Université du Chili. Elle fut professeur d'économie à l'Université de Sucre et dernièrement, elle travaillait au département des investigations de l'Université catholique de la Paz. Ses travaux d'investigation ont porté sur « L'étude des coûts de l'enseignement privé » et dans « L'analyse économique de la province Belisario Peto ». Cette dernière étude avait été réalisée pour l'organisation catholique « Action culturelle Loyola ».

Elle fut emprisonnée en juillet passé et malgré son état de santé précaire, elle fut transférée, les yeux bandés, dans une « maison

de sécurité » où elle dut rester cinq jours et cinq nuits assise dans sa chaise roulante. Le fait d'être restée si longtemps dans la même position sans pouvoir se coucher lui a causé une grave infection des os. Deux mois plus tard, on acceptait la demande de sa famille qui exigeait son transfert dans une clinique. Mais le ministère de l'Intérieur a exigé que sa famille signe un document dans lequel ils s'engagent à la remettre aux autorités après qu'elle ait été opérée. Le ministère n'a pas non plus accepté la responsabilité des importantes dépenses qu'entraînent l'opération et la convalescence. Pour le moment, elle se trouve toujours gravement malade à la clinique Sopocachi. La Croix-Rouge internationale a demandé verbalement qu'elle soit remise à sa famille, mais le ministère de l'Intérieur a refusé.

Humberto Lorakis, jeune universitaire, est actuellement en traitement à la clinique Sopocachi à cause de symptômes d'allopathie mentale dus au traumatisme reçu suite à de longs mois d'emprisonnement.

On sait aussi que d'autres détenus sont actuellement malades sans qu'on puisse les soigner. Ce sont : Guillermo Allem, Corsino Pereyra, Delfina Burgoa.

Dans les tortures, le sadisme et la bassesse sont arrivés à des limites incroyables. A La Paz, deux jeunes universitaires ont été châtrés par la méthode de vasectomie. D'autres souffrent d'atrophie des organes génitaux à cause des coups reçus.

Le 21 octobre, le ministre Adelt Zamora déclarait à la presse (Presencia 22-10-72) que mille prisonniers politiques avaient été libérés en dix mois; cependant, le mois avant, dans des déclarations publiques, il insistait sur le fait qu'il n'y avait pas plus de 300 détenus politiques.

Selon un rapport de la Croix-Rouge internationale, 600 couvertures ont été envoyées pour les prisonniers politiques. Les deux délégués officiels de cette institution, arrivés en Bolivie le 20 octobre ont pu constater que les prisonniers n'avaient reçu aucune couverture. Le ministère de l'Intérieur les avait réparties entre ses fonctionnaires.

Malheureusement, les tortures sont choses si ordinaires dans la situation actuelle, que même les noms des tortionnaires sont connus. Le responsable direct de toute la répression est le colonel Rafael Loayza. Son collaborateur le plus efficace : Abraham Baptista. Les réalisateurs directs sont : Mario Jordan, Gary Alarcón, Victor Ballivian, Montroy, Guido Alarcón « Ranger » Salameña, le capitaine; Mena et le capitaine Vacaflor.

Bolivie, novembre 1972.  
(N.D.L.R. : La date, novembre 1972, suppose, bien entendu que ce qui est rapporté ci-dessus est censé décrire cette situation qui remonte à trois ans. Elle doit avoir, hélas ! peu changé).

(Le Peuple 27.2.73)

## GOUVERNEMENT BOLIVIEN ACCUSÉ DE MAUVAISE GESTION

D'après un document, émanant d'un groupement clandestin d'orientation chrétienne et rédigé à La Paz, le régime du Col. Banzer est sérieusement mis en question et les deux partis gouvernementaux sont accusés d'abus et de fraude financière.

Les générations à venir, dit le document, jugeront cette fraude comme une des plus graves et plus scandaleuses de toute l'histoire économique de la Bolivie. Il y a un an et demi, le pays possédait encore 47 millions de dollar en réserve; aujourd'hui plus rien; et l'aide apportée par le gouvernement des Etats-Unis amène des charges économiques encore plus lourdes.

A côté de cela, poursuit le document, la dette vis-à-vis de l'étranger s'accroît d'une façon totalement incontrôlée, et les nouveaux crédits accordés au pays augmentent encore la dépendance.

Le texte conclut en faisant remarquer que c'est principalement le pouvoir d'achat des petits gens qui a été atteint par ce qu'on appelle "le stupide décret de dévaluation du 27 octobre dernier".

(Communiqué de Presse du Centre d'Information Bolivie,  
Wilrijk/Anvers, 15.1.73)

### EXTRAITS DU DOCUMENT "DEVALUATION EN BOLIVIE"

Le budget de l'année fiscale actuelle a été approuvé avec un déficit de 134.014.200 pesos boliviens (environ 11 millions de dollar, au cours antérieur). Ce déficit budgétaire n'est pas couvert et a influencé défavorablement l'évolution de notre économie.

Les dépenses de l'état ont augmentées de 30 % la dernière année (Presencia 7.11.72). On a créé 7.000 nouveaux emplois aux services d'état et augmenté de 40 % les salaires des puissances armées. Dans l'administration de l'état des fonctionnaires incompetents ont été nommé à des postes importants avec, comme seule garantie, leur appartenance à un certain parti politique.

Le nombre de ministères a été augmenté jusqu'à 17, actuellement. Les voyages officiels et les délégations à l'étranger ont augmenté de façon disproportionnée, également le salaire des hauts fonctionnaires. Les fonds d'état sont utilisés pour faire de la propagande politique. Tous ces faits ont largement contribué à amener le pays au bord de la crise économique.

(A côté de ce déficit budgétaire, on cite encore comme causes importantes de la dévaluation: les machinations commerciales, le manque de moralité, l'accroissement incontrôlé de la dette étrangère et les conditions fixées pour les crédits à l'étranger - réd.)

Bien que le gouvernement actuel ne soit pas responsable du fait que le pays ne connaît pas une évolution économique favorable, il est néanmoins le premier coupable de la bancroûte économique actuelle.

...

Si le gouvernement de Torres a été caractérisé par une anarchie politique, le gouvernement de Banzer se distingue par une anarchie économique, avec des résultats bien plus pénibles encore.

(Dévaluation en Bolivie, un document clandestin  
nov.1972)

Le Ministre des Affaires Intérieures:  
M.I.R. ET E.L.N. SONT LES PRINCIPAUX FoyERS DE SUBVERSION ROUGE

Le MIR (Mouvement Révolutionnaire de gauche) et le ELN (Armée de Libération Nationale) sont les principaux mouvements d'extrême gauche qui s'occupent activement de subversion, selon le Ministre. Néanmoins les services de sécurité de l'état ont cette subversion convenablement sous contrôle. Les plans de ces groupes ont été empêchés lorsque des documents importants sont tombés dans les mains des autorités, qui ont eu de cette façon une vue détaillée des opérations que l'extrémisme exécute en Bolivie.

Le Ministre des Affaires Intérieures donnait cette information en supplément aux nouvelles d'il y a deux jours concernant la découverte et l'occupation des lieux de refuge de guerilleros. Il annonçait hier, que le MIR et le ELN ont maintenant formé une seule organisation \*) : la "Linea de Organización Funcional" ou LOF, de laquelle plusieurs membres ont déjà été saisis.

Le Colonel Mario Adett Zamora dévoilait que l'organisation LOF est dirigée par Jaime Paz, Antonio Aranibar, Oscar Eid Franco, Marcel Ramirez, Maria Esther Ballesteros, Maria Esther Navarro, Carlos Bayron et encore une autre personne qui, jusqu'à présent, n'est connue que par son pseudonyme 'Vicente'.

Le Ministre communiquait que les membres de LOF avaient déjà commencé une action intense dans les centres écoliers, dans les centres syndicaux, culturels et sociaux. Ils étaient infiltrés là suivant les directives des extrémistes. Il précisait que l'agitation était menée par Oscar Eid Franco dans les milieux ouvriers, par Maria Esther Navarro aux universités, et par d'autres éléments auprès d'instituteurs et étudiants, ainsi qu'auprès de la population rurale. Il certifiait d'autre part que 'Vicente' n'était pas encore identifié, mais qu'il paraissait dans les milieux militaires, où il essaye de briser la ferme unité qui règne dans les Forces Armées.\*\*)

Le Ministre déclarait que les services de sûreté et son cabinet persécuteront sans relâche spécialement le MIR et le ELN, et qu'ils ne connaîtront pas de repos avant que les meneurs, qui sont impliqués dans la "conspiration anti-nationale", soient emprisonnés. Pour la première fois il dévoilait que les principaux dirigeants sont arrêtés, mais il ne publiait pas de noms \*\*\*). Il disait enfin que cette nouvelle conspiration trouble le Plan de Pacification Nationale. "A notre aspiration de paix, on nous répond par la violence et des menaces de mort", disait-il.

\*) Ceci est totalement erroné: LOF n'est pas du tout un organisme englobant, mais un groupe de travail restreint d'un des groupements clandestins  
(propre information)

\*\*\*) Le Ministre soupçonne 'Vicente' dans l'armée, mais en réalité, pour le moment l'homme n'a rien à faire avec l'armée. (propre information)

\*\*\*) Plus tard il cite le nom d'Oscar Eid (voir p.9)

#### AVERTISSEMENT AUX PROPRIETAIRES DE MAISONS ET RESTRICTIONS DE VOYAGES

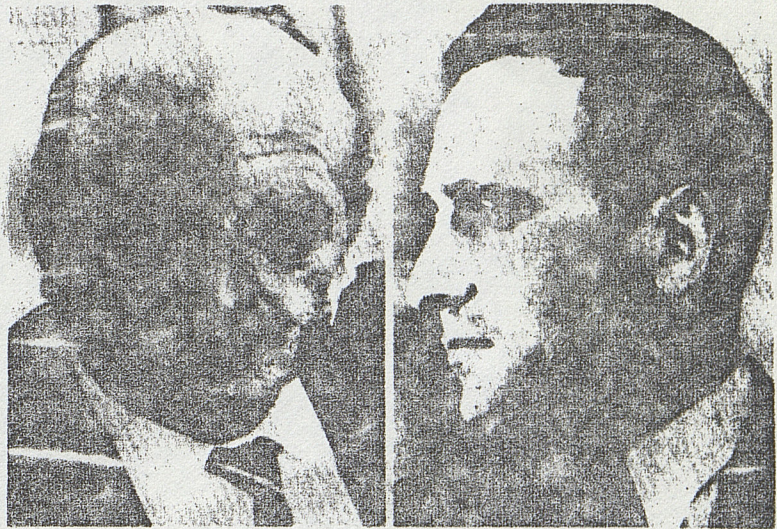
Le Ministre avertissait une nouvelle fois les propriétaires de maisons, qu'avant de louer des appartements, ils doivent s'assurer du genre de personnes à qui ils ont à faire. Il demandait à chaque propriétaire d'exiger une garantie en ce qui concerne la valeur morale et la bonne conduite, et d'examiner -où c'était possible, les antécédents politiques des personnes qui voulaient louer des chambres. Pour finir il déclarait que son cabinet avait décidé de restreindre les visas pour les jeunes -surtout pour des voyages vers des pays socialistes. L'expérience avait appris, disait-il, que la plupart d'entre eux étaient là endoctrinés idéologiquement et entraînés pour la guérilla.

(Les 2 infor: Presencia, 11.1.73)

Infor I,1 - 1.4.73

L'AFFAIRE BARBIE

UNE  
PÉRIPÉTIE ?



Klaus Barbie (Altmann) en Bolivie. Et Klaus Barbie pendant la guerre.

**Q**UE Klaus Altmann-Barbie, chef de la Gestapo de Lyon, meurtrier de Jean Moulin et de milliers de résistants français soit arrêté et incarcéré à la prison San Pedro de La Paz, voilà une information surprenante.

Certes, la France s'était employée à obtenir l'extradition de l'ancien nazi et le président Georges Pompidou avait même adressé un message personnel à son homologue bolivien.

— Le temps, écrivait-il notamment, efface beaucoup de choses, mais pas tout. Aussi les Français ne pourraient-ils accepter, sans que l'idée de justice en soit ternie, que crimes et sacrifices soient pélemêle oubliés dans l'indifférence.

Malgré cette lettre pressante, malgré les démarches retentissantes accomplies par le « chasseur de nazis », Mme Beate Klarsfeld, on avait l'impression que M. Altmann, gérant de la Transmaritima Boliviana, continuerait à couler des jours d'homme d'affaires heureux sur le Prado de La Paz.

De « bonnes » raisons expliquaient cette impunité. La colonie allemande détient soixante pour cent de l'économie bolivienne. L'armée de ce pays a été formée, avant 1930, par Roehm, le chef des S.A. Au cours d'une émission de télévision, retransmise en République fédérale, un des magnats de la finance bolivienne, et d'origine allemande, M. Gasser, avait déclaré :

— C'est nous qui avons fait venir le colonel Banzer d'Argentine. C'est nous qui avons fait une collecte pour réunir les fonds nécessaires au putsch d'août 1971, lorsqu'il s'est agi de renverser le général Torres. C'est nous, enfin, qui avons fourni les armes.

Klaus Altmann, si l'on en croit Mme Klarsfeld, est « un de ces hommes d'affaires très spéciaux qui s'occupent de protéger les intérêts de la communauté allemande en Bolivie et son nom a été prononcé à propos de l'accident d'hélicoptère dont a été victime l'ancien chef de l'Etat, le général Barrientos. Il s'est occupé de toutes sortes d'affaires plus ou moins louches à La Paz : d'une scierie, de la vente de quinine, de l'achat de bateaux alors que la Bolivie n'a aucun accès à la mer. »

Il rendrait également des services appréciables à la C.I.A. (Services secrets américains) et à la sûreté bolivienne. Curieusement, lorsque M. Quintanilla, ancien chef de la police de sûreté de La Paz (il avait réussi la capture de Che Guevara), fut assassiné à Hambourg, c'est le fils de Klaus Altmann qui fut chargé de ramener les cendres et la veuve dans la capitale bolivienne...

Une dépêche adressée par l'ambassade d'Allemagne à La Paz au ministère ouest-allemand de la Justice en dit long sur les « protections » de l'ancien nazi. On y lit notamment :

« Nous recommandons de mener une enquête prudente, car Klaus Altmann a de bonnes relations dans les milieux gouvernementaux boliviens et avec d'autres anciens nazis vivant en Amérique du Sud, tels que Fritz Schwend, à Lima. »

L'un des avocats de M. Altmann, M<sup>e</sup> Constancio Carrion, spécialiste de droit international, est conseiller aux Affaires étrangères de Bolivie.

Et cet homme qui a l'oreille du président-général Banzer déclarait :

— La Bolivie est un asile inviolable et tous ceux qui s'y réfugient sont sûres. Les pires crimes sont présents, dans notre pays, au bout de huit ans. Ceux d'Altmann-Barbie sont donc de l'histoire ancienne. La petite supercherie à laquelle s'est livré Barbie en se faisant passer pour Altmann mérite, tout au plus, une légère peine d'amende.

Avec de tels appuis, Klaus Altmann pouvait espérer échapper à la justice. Voilà qu'il vient d'être arrêté parce qu'un procureur de La Paz, M. Ledezma, croit qu'« Altmann pourrait être Barbie ». L'enquête ne sera terminée que le 16 mars. A cette date, le dossier sera transmis au ministère de la Justice. Mais le dernier mot restera, de toute façon, à la Cour suprême.

Le bourreau de Lyon sera-t-il extradé ?

On peut en douter. La magistrature bolivienne étant, c'est le moins qu'on puisse dire, fantaisiste. Un proverbe sud-américain dit, d'ailleurs :

« Méfie-toi des femmes chiliennes, des amis péruviens et de la justice bolivienne. » ♦

(Pourquoi Pas, n° 2833, 15.3.73)

Infor I,1 - 1.4.73

99 PRÊTRES PUBLIENT UN DOCUMENT OSÉ

99 prêtres -soit 1/10 du clergé bolivien- ont apposé leur signature au bas d'un document paru dans le journal bolivien "Presencia" du 20 janvier dernier - document qui condamnait la violence qui règne dans le pays. En se basant sur l'histoire de ces 30 dernières années, on démontre que la droite tout comme la gauche a recouru aux armes -depuis le massacre sur les mineurs de Catavi en 1942, sans oublier les guérillas de Che Guevara- jusqu'au régime de ce jour. Malheureusement, disent les prêtres, la situation n'a toujours pas amélioré.

Remarquable dans le document est l'audace avec laquelle les dirigeants actuels sont attaqués. Le régime du Général Banzer est surtout critiqué pour la répression sans pitié qui sévit depuis plus d'un an.

Ces prêtres ont payé une page entière du journal semi-officiel Presencia pour faire paraître ce document qui a déjà suscité une très vive réaction en Bolivie.

Communiqué de Presse du Centre d'Information Bolivie,  
Wilrijk/Anvers, 8.2.73)

EXTRAITS DU DOCUMENT "EVANGILE ET VIOLENCE"

Il y a beaucoup de membres de l'Eglise en Bolivie qui se sentent coupable d'avoir gardé le silence en face des événements qui agitent le pays. En plusieurs occasions, l'Eglise a bien sûr déjà réagi en faveur de la justice en général, mais surtout pour défendre ses prêtres, ses privilèges ou ses propres intérêts.

Nous reconnaissons qu'un tel silence fut coupable et signifie un démenti du Christ, Lui qui vit dans tout homme souffrant.

Nous nous sommes tus par peur et par lâcheté, bien que nous essayons de minimiser cela en parlant de 'prudence'. Nous nous sommes tus par faiblesse et par manque de solidarité. Et sincèrement nous devons reconnaître que nous avons encore reculé ces derniers mois.

\* \* \*

Il n'y a peut-être rien de plus important pour l'instant que de travailler pour la paix dans le pays. Le gouvernement a déjà souvent promis d'y veiller. Mais il est temps que des mesures pratiques soient prises afin que le pays puisse enfin connaître une période de paix sociale et de progrès économique. La violence règne toujours en marge de la loi. Notre pays a besoin d'un régime démocratique et institutionnel qui soumettrait toutes ses activités aux dispositions supérieures de notre Constitution Politique. Il est illogique que le gouvernement exige que tous les citoyens obéissent d'une façon totale et respectueuse aux lois et aux décrets qu'il émet alors que les dirigeants eux-même ne donnent pas cet exemple de respect et d'obéissance aux grands principes de notre Magna Carta. Un gouvernement 'de facto' doit également soumettre l'entièreté de ses activités aux dispositions légales de la Constitution, s'il ne veut pas être traité de dictatorial. Au gouvernement revient le droit de faire le premier pas vers une reconversion constitutionnelle du pays.

Un régime démocratique ne peut se développer si, vis-à-vis de l'opposition, il n'y a pas de respect véritable et efficace, et s'il ne peut se plier aux dispositions de la Constitution dans sa façon d'agir. Personne n'a le monopole de la vérité. Si l'on ne permet pas qu'il y ait opposition qui puisse s'exprimer librement, on court un grave danger de créer des prises de position qui pourraient facilement dégénérer en violence.

(Presencia 20.1.73 p.6, début et conclusion)



Réactions à la lettre des 99 / 1  
POSSIBILITE D'EXPULSION MASSIVE DES PRÊTRES

La Paz, 24 (UPI) - Le Ministre des Affaires Intérieures, le colonel Mario Adett Zamora, a réagi violemment à la lettre qui a été publiée samedi dernier dans un journal bolivien par quelques prêtres et religieux. Il a montré que la plupart des signataires étaient des étrangers; si ceux-ci, disait-il, ne voulaient pas se soumettre aux lois du pays leur permettant d'annoncer l'Évangile, ils n'avaient qu'à faire une collecte dans leurs églises pour se payer un billet de retour pour leur pays.

Pourtant la plupart des autres réactions étaient positives. Mgr. Manrique, évêque de La Paz, a appuyé la prise de position des prêtres.

(Puro Chile/Santiago, 25.1.73 - Los Tiempos/Coch., 25.2.73)

Réactions à la lettre des 99 / 2  
L'ÉPISCOPAT BOLIVIEN DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME

La Paz (NA) - Se basant sur un document récent de prêtres et religieux, l'épiscopat bolivien a demandé au gouvernement du Général Banzer de mieux respecter les Droits de l'Homme.

En contradiction avec les autorités, qui ont traité ce document de "politique et subversif", les évêques ont déclaré que celui-ci est "inspiré par un souci évangélique profond et une inquiétude salutaire". En faisant clairement allusion à certaines profanations des droits de l'homme, les prélats déclarent que "certaines situations sont intolérables, et leur solution ne peut plus être retardée".

La Conférence des Evêques demande à tous de faire un effort commun "pour que les exigences que la justice requiert, se réalisent", et exige:

- que "la justice soit exercée d'après la loi et ce pour tous les prisonniers politiques et autres, rapidement et sans délai";

- la reconnaissance du droit d'asile que l'Eglise a toujours eu "en faveur de toute personne dont la vie ou l'intégrité est en danger, à condition qu'elle ne soit pas porteur d'arme et ne continue pas ses activités dans l'asile";

- le "respect des Droits de l'Homme", désavouant particulièrement les tortures physiques et morales, les mauvais traitements et autres formes de torture qui sont en contradiction avec les Droits de l'Homme".

Les évêques ont également demandé de prendre en considération le salaire des ouvriers, car depuis la dévaluation d'octobre dernier, ceux-ci sont devenus nettement insuffisants.

Pour l'Eglise les évêques demandent, "une fois de plus, la liberté de pouvoir annoncer l'Évangile sans préjugés ou ingérence d'autres pouvoirs"; et afin d'atténuer les suspicions de la part du gouvernement, ils ajoutent: "Nous souhaitons que notre souci social et notre travail apostolique, exercé principalement parmi le peuple, les paysans et les ouvriers, ne soit pas interprété comme subversif ou extrémiste".

(Noticias Aliadas/ Lima, 9.2.73)

PREFERIMOS MORIR A BALA  
QUE MORIR DE HAMBRE !

Plutôt mourir d'une balle  
que mourir de faim !

(Le Prolétariat de La Paz; Pucina/Santiago, déc.1972 n° 1)

Infor I,1 - 1.4.73

## BANZER NIE LA POSSIBILITE D'UNE CRISE MINISTERIELLE

La Paz, 5 (UPI) - Le président Hugo Banzer a personnellement et avec véhémence nié la possibilité d'une crise ministérielle. Général Banzer disait qu'il n'existait aucune raison d'effectuer des changements quant à la constitution de son cabinet. De son côté, Alfonso Prudencio, le chef d'orientation du bureau présidentiel déclarait dans un communiqué que les bruits concernant une crise ministérielle imminente n'étaient pas fondés. Il soulignait aussi que le cabinet actuel continuait de travailler d'une façon harmonieuse et coordonnée.

(El Tribuno, Salta (Arg.), 6.1.73)

## OSCAR EID FRANCO (LEADER ETUDIANT) ARRÊTÉ

La Paz, 5 (UPI) - Oscar Eid Franco, le leader le plus connu dans le pays sous le gouvernement de gauche de l'ex-président Juan José Torres, a été arrêté par la police de La Paz. Ceci a été annoncé au journal Presencia par la femme de Eid. Eid était membre du Parti Démocrate Chrétien de gauche (PDC) avec tendance guerillero et était secrétaire effectif de la Confédération Universitaire de Bolivie (CUB). De par cette fonction il siégeait au Présidium de l'Assemblée du Peuple (Asamblea Popular) qui en 1971 fonctionna un certain temps dans le but de représenter un organe de force à côté de la force exécutive, et plus tard d'importer le socialisme en Bolivie. Ce leader était une des figures politiques les plus marquantes qui tomba aux mains du gouvernement nationaliste, depuis que celui-ci en août 1971 reprit le pouvoir en réaction contre toute orientation de gauche.

(El Tribuno, Salta (Arg.), 6.1.73)

## PERE JESUITE EN PRISON

Le Ministre des Affaires Intérieures a confirmé que le Jésuite Javier Reyes Aramayo a été arrêté. Il a appuyé sur le fait que l'arrestation fut conseillée en vertu de la sécurité de l'ordre public et de la stabilité du gouvernement, car ce Père de nationalité bolivienne avait des relations avec le mouvement extrémiste. Il a précisé que Javier Reyes, qui n'a pas encore été ordonné prêtre, entretenait des relations avec le MIR et que c'est cette activité politique qui a mené à son arrestation. Il ajouta que lors de son arrestation par les autorités, on avait trouvé des tas de documents compromettants et du matériel subversif. Tout cela fait pour le moment l'objet d'une étude par le Département des Services Secrets du Ministère des Affaires Intérieures. (Presencia, 11.1.73)

## INFORMATIONS DE DERNIERE HEURE

- Consternation en Bolivie à cause du fait que les Etats-Unis veulent jeter sur le marche leurs réserves stratégiques d'étain (Belga).
- Au poste de police d'El Pari (Santa Cruz) le médecin Felix Sandoval Moron a été tué, selon la police par des brigands qui envahissaient le poste, selon la famille par la police même. Le Ministre Adett Zamora a envoyé à Santa Cruz une commission spéciale pour mener une enquête. Le docteur serait tué au moment où il allait dévoiler un plan pour tuer le président Banzer lors de sa visite à Santa Cruz. Mais La Paz même a dit qu'il n'y avait aucun indice d'un complot.
- Beaucoup de gens en Bolivie sont inquiétés à cause du Mutón. Le Mutón, situé à la frontière avec le Brésil, a des couches de minéral d'une richesse fabuleuse. On craint que le Brésil d'une façon ou autre veut se procurer le contrôle dans cette région. (Presencia, El Diario, Los Tiempos).
- A Lima le Général Mendez Pereira a dévoilé un plan pour prendre le pouvoir en Bolivie. Il veut rétablir la démocratie en Bolivie. Il a pris des contacts avec les ex-présidents Torres et Ovando. (Presencia, 14.3.73)

B U L L E T I N M E N S U E L

du

C E N T R E D ' I N F O R M A T I O N B O L I V I E  
Pater Verbiststraat 29 2610 WILRIJK  
Belgique

Contenu du premier numéro

- . Présentation
- . La Bolivie à l'Heure Banzer 1
- . Violation des Droits de l'Homme en Bolivie 2
- suite 3
- . Gouvernement bolivien accusé de mauvaise  
  gestion 4
- Extraits du document 'Dévaluation en Bolivie'
- . MIR et ELN foyers de subversion
- Avertissement et restriction des voyages 5
- . l'Affaire Barbie 6
- . 99 prêtres publient un document
- Extraits du document 'Evangile et Violence' 7
- . Réactions au document / 1
- Réactions au document / 2 8
- . Banzer nie crise ministérielle
- Oscar Eid arrêté
- Père Jesuite en prison
- Informations de dernière heure 9

SOURCES: Le Peuple, Pourquoi Pas, Volksgazet (Belg.); Presnecia, El Diario, Los Tiempos (Bol.); El Tribuno (Arg.); Noticias Aliadas (Perou); Puro Chile (Chili), propres informations, documents clandestins.

CENTRE D'INFORMATION  
BOLIVIE

Toute documentation  
disponible peut être  
étudié sur place, aux  
moments suivants:

lun. à vendr.:  
  19h30-21h30  
sam.: 16h30-19h30  
dim.: 9h30-12h30

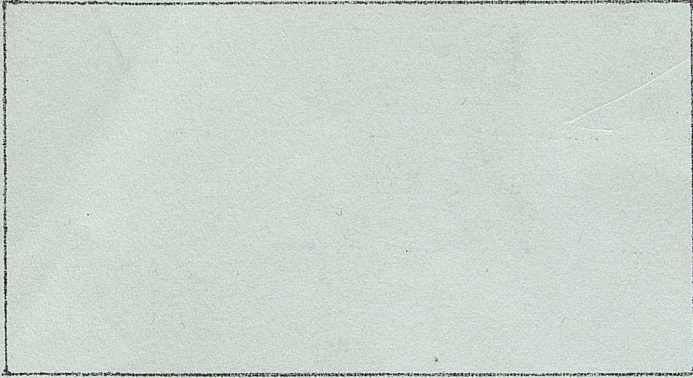
EDITEUR RESPONSABLE: H. Van Hoecke, Ringlaan 24 2600 BERCHEM  
03/49.96.09

ADRESSE DE CORRESPONDANCE: Carl Brasseur, rue de l'Eglise 47  
1410 WATERLOO.

ABONNEMENTS: Belgique FB 50, France FF 10, Suisse FS 7,50.  
A verser au compte 310-0181724-32 de M. Brasseur à  
Waterloo (CCP. de la Banque de Bruxelles 1090.00).

REDACTION: H. Van Hoecke, Anvers.

4



bulletin mensuel  
1<sup>er</sup> année/n. 1

